



Revue

HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

Volume 2 – 2007

*Les relations économiques entre l'Argentine péroniste
et l'Espagne franquiste (1946-1955).*

Laurent Bonardi

www.hisal.org | 02-2007

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/bonardi2007-1>

Les relations économiques entre l'Argentine péroniste et l'Espagne franquiste (1946-1955).

Laurent Bonardi*

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, l'Espagne se retrouve isolée sur la scène internationale. Considérée par de nombreux États comme le dernier bastion du fascisme en Europe, le régime de Franco est dénoncé et soumis à un *boycott* diplomatique par les Nations Unies. Conformément à la résolution prise par l'O.N.U. en novembre 1946, la majorité des Etats-membres rompt ses relations diplomatiques avec l'Espagne (officiellement ou dans les faits) et retire ses chefs de missions diplomatiques. Cette rupture des relations diplomatiques ne fait qu'aggraver une crise économique qui conduira les Espagnols au bord de la famine.

L'Argentine sera un des rares pays à faire exception et à briser l'isolement du régime franquiste. En effet, dès le mois de juin 1946, l'Argentine du général Juan Domingo Perón se montre disposée à prêter assistance à son ancienne métropole. En décembre, Perón nomme Pedro Radio ambassadeur de l'Argentine à Madrid.¹ L'arrivée de Pedro Radio est exploitée sous toutes les formes possibles par la propagande franquiste. C'est l'occasion pour Franco de montrer que l'Espagne n'est pas totalement isolée et qu'elle peut compter sur un pays ami comme l'Argentine. Même les écoles ferment leurs portes le 16 décembre afin que tous les madrilènes puissent participer aux manifestations organisées pour accueillir Radio. La gare ferroviaire Atocha est décorée aux couleurs de l'Argentine et de l'Espagne et on peut lire sur des pancartes: "*¡Viva España! ¡Viva Argentina!*"².

Nous nous proposons d'étudier dans cet article les relations hispano-argentines sur le plan économique pendant la période 1946-1955, autrement dit durant les deux mandats présidentiels de Juan Domingo Perón.

1. Les relations économiques entre 1946 et 1950

1.1. Une « terre sans pain »

Parmi les nombreuses difficultés que doit affronter le régime franquiste au sortir de la Guerre Civile, la crise économique³ et alimentaire exige une réelle priorité. Le régime ne peut plus satisfaire les besoins de base de la population et

* Université de la Polynésie française / Université de Provence -courriel : lbonardi@club-internet.fr

¹ Il est noté que ce poste est vacant depuis 1945. En effet, en octobre 1945, le gouvernement militaire ne remplace pas l'Ambassadeur Felipe Espil, nommé Délégué à l'ONU.

² Pour le détail des manifestations organisées à l'occasion de l'arrivée de Radio, voir l'édition du 17 décembre 1946 du journal *ABC* (Madrid).

³ Pour plus de détails, voir CLAVERA, J. *et al.* 1973. *Capitalismo español: de la autarquía a la estabilización (1939-1959)*. Madrid: Cuadernos para el diálogo. 485 p.

l'approvisionnement en denrées alimentaires devient nettement insuffisant⁴. Plus que jamais, l'Espagne est la «*terre sans pain*» dépeinte dans le célèbre film de Luis Buñuel. Une aide extérieure semble donc indispensable mais ce type de recours pose un problème politique à Franco. En effet, il est difficilement imaginable qu'une assistance de la part de pays comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis ne soit assortie d'exigences politiques incompatibles avec le régime autoritaire franquiste. C'est donc vers l'Argentine que l'Espagne s'était tournée dès 1939, date à laquelle débutèrent les premières expéditions de céréales et de viande vers la péninsule⁵.

L'arrivée au pouvoir de Perón coïncide avec une période critique pour l'Espagne. La sécheresse affecte gravement les cultures de céréales⁶ et la ration quotidienne de pain est réduite à une moyenne de 100-150 grammes. Seul le journal phalangiste *Arriba*, à des fins de propagande, voit dans l'Espagne un «paradis économique»⁷. Beaucoup plus objectif, le chargé d'affaires de l'Ambassade argentine à Madrid décrit dans un rapport la misère qui règne dans de nombreux quartiers de la capitale et s'interroge sur un éventuel soulèvement du peuple affamé. En effet, les tensions provoquées par l'insuffisance des rations alimentaires peuvent s'amplifier jusqu'à menacer l'existence même du régime franquiste. Lesdites tensions se concrétisent en février 1946 lorsque plus de 20 000 ouvriers des industries textiles et métallurgiques catalanes se mettent en grève⁸. Leur délégation explique aux autorités locales que leurs familles sont affamées et qu'ils ne réclament pas d'argent mais de la nourriture. En mai 1949, c'est la commune de Lugo, en Galice, qui se rebelle face aux très faibles rations de pain⁹.

De plus, la situation internationale ne favorise guère le régime franquiste et de nombreux pays demandent régulièrement l'application de sanctions économiques contre l'Espagne. Quant à la France, elle ferme ses frontières avec la péninsule en mars 1946.

1.2. Le Traité d'octobre 1946

Fort opportunément pour le régime de Franco, l'installation de Perón à la *Casa Rosada* signifie une nouvelle étape dans les relations économiques hispano-argentes.

⁴ Voir MALEFAKIS, E. 1987. *La economía española en el siglo XX. Una perspectiva histórica*. Barcelon : Ariel. pp. 162-163.

⁵ L'Argentine reconnaît le gouvernement de Franco le 25 février 1939 et, trois jours plus tard, envoie 200 000 tonnes de blé en Espagne. Pour approfondir ces éléments, voir GOLDAR, E. *Los argentinos y la guerra civil española*. 1986. Buenos Aires: Freeland. pp. 130-149 et GONZÁLEZ DE OLEAGA, M. 1991. *Las relaciones hispano-argentinas 1939-1946*, Thèse de doctorat soutenue à l'Université Complutense. Madrid: Université Complutense. 526 p.

⁶ Voir PARIS EGUILAZ, H. 1949. *Diez años de política económica en España*. Madrid: Sánchez Ocaña y Cía. pp. 43-45 et 81-83.

⁷ Dans son édition du 1er janvier 1946, *Arriba* intitule un article publié en première page et faisant le bilan de l'année antérieure: «España, un paraíso económico». Pour une étude de la position de la presse espagnole face à l'Argentine péroniste, voir BONARDI, Laurent. «L'image de l'Argentine péroniste dans la presse espagnole». *El Argonauta* (revue en ligne). Aix-en-Provence : MMSH-CNRS.

⁸ Voir FERRI, L., MUIXI, J., SANJUAN, E. 1977. *Las huelgas contra Franco (1939-1956)*. Barcelone: Planeta. 256 p.

⁹ Voir SUÁREZ FERNÁNDEZ, L. 1984. *Francisco Franco y su tiempo*. Madrid: Fundación Nacional Francisco Franco. p. 82 (Vol. IV).

Avant même d'accéder à la présidence, Perón permet la signature d'un accord à travers lequel l'Argentine concède à l'Espagne un crédit de 30 millions de *pesos* pour l'achat de céréales. Selon l'ambassadeur espagnol à Buenos Aires, l'accord du 30 avril 1946 doit "permettre de montrer au monde entier l'amitié qui unit l'Espagne et l'Argentine"¹⁰. Cependant, à cause des circonstances internationales mentionnées précédemment, le texte de l'accord ne sera jamais publié.

En septembre 1946, Franco envoie à Buenos Aires une délégation présidée par Tomás Suñer (secrétaire du Ministère des Affaires étrangères) pour négocier un traité commercial avec l'Argentine. Au terme de rapides négociations, ce traité, d'une durée d'application de cinq ans, est ratifié le 30 octobre 1946. Sa signature donne lieu à une fastueuse cérémonie officielle au cours de laquelle est célébrée l'amitié hispano-argentine¹¹.

Le traité de 1946 rend l'Espagne en mesure d'acheter à l'Argentine les denrées alimentaires dont elle a besoin. En effet, l'Espagne obtient un crédit rotatif de 350 millions de *pesos* pour une durée de trois ans et renouvelable pour deux années supplémentaires. Un prêt de 400 millions de *pesos* est également accordé à l'Espagne à des conditions avantageuses, principalement pour solder la dette contractée entre les années 1942 et 1946.

Sans entrer dans les détails techniques du traité, mentionnons que celui-ci garantit à l'Espagne un minimum de 400 mille tonnes de blé en 1947 et 300 mille en 1948. Pour les années 1949 et 1950, l'Espagne aura la possibilité d'importer jusqu'à 90 % de ses besoins en blé. Des dispositions semblables sont prises pour le maïs avec 120 mille tonnes en 1947, 100 mille en 1948 et 90 % des besoins espagnols pour les années 1949 et 1950. Durant la période d'application du traité, l'Espagne pourra aussi importer d'énormes quantités de viande, d'huiles, d'oeufs, de légumes et d'autres denrées.

Le traité prévoit également que si un pays propose des tarifs plus avantageux que ceux de l'Argentine pour des produits de qualité équivalente, l'Espagne pourra acheter ces produits. Cette disposition paraît plutôt symbolique car, vu les relations internationales de l'Espagne en 1946, on voit mal qui aurait accepté de lui vendre des denrées alimentaires¹².

De son côté, l'Espagne s'engage à exporter vers l'Argentine un minimum de 5 000 tonnes de tôle en plaques, 5 000 tonnes de plomb, 8 000 tonnes de liège, 600 tonnes de papier à cigarettes, 2 000 tonnes d'olives et 15% de son excédent d'huile d'olive. Sont également mentionnées des matières comme le zinc et le mercure mais aussi la possibilité de construire des bateaux pour l'Argentine.

¹⁰ Courrier de l'ambassadeur Bulnes au Ministère espagnol des Affaires étrangères, 27 avril 1946 [AMAE, 4239 / 1].

¹¹ Voir les nombreux articles dans l'édition du 31 octobre du quotidien *ABC* (Madrid) et *Crítica* (Buenos Aires).

¹² Le gouvernement argentin le sait parfaitement car, d'après un expert en économie que nous avons consulté (Roberto Méndez, professeur à la Faculté des Sciences Économiques de Panamá), les prix fixés pour la vente de céréales sont au-dessus des cours de l'époque.

Le tableau suivant démontre que l'accord de 1946 permet d'augmenter considérablement les volumes d'échanges entre l'Argentine et l'Espagne :

Tableau 1 : le commerce hispano-argentin de 1934 à 1948
(exprimé en millions de *pesos*)

Année	Exportations argentines vers l'Espagne	Importations argentines depuis l'Espagne	Balance commerciale
1934	11.2	26.6	- 15.4
1935	16.3	33.9	- 17.6
1936	11.1	21.8	- 10.7
1937	3.5	13.9	- 10.4
1938	7.3	8.2	- 0.9
1939	29.9	5.7	+ 24.2
1940	55.2	7.6	+ 47.6
1941	66.9	6.9	+ 60
1942	53.2	16.1	+ 37.1
1943	66	16	+ 50
1944	66.2	26.1	+ 40.1
1945	100.1	37.4	+ 62.7
1946	137.2	29.6	+ 107.6
1947	316	94.9	+ 221.1
1948	382	47.2	+ 334.8

Source : PRESIDENCE DE LA NATION. 1949. *Anuario estadístico* (1934-1948). Buenos Aires. vol. 1.

En marge des dispositions commerciales, lesquelles constituent l'essentiel du traité, des aspects comme le domaine maritime ou l'immigration sont abordés. En ce qui concerne le secteur maritime, les deux pays décident d'accorder une priorité à leur flotte marchande respective pour le transport des produits échangés. D'autre part, l'Argentine se réserve la possibilité d'établir des zones franches dans les ports espagnols¹³. Au niveau des flux migratoires, l'Espagne s'engage à ne pas entraver l'émigration de ses citoyens vers l'Argentine. En échange, l'Argentine garantit aux immigrants des conditions de travail et des salaires identiques à ceux des employés locaux.

En Espagne, les conséquences du traité sont quasi immédiates. Dès janvier 1947, le régime franquiste augmente la ration quotidienne de pain à 350 grammes pour les possesseurs du livret de troisième catégorie (90% de la population). Il s'agit d'une des rations les plus élevées d'Europe. Cette amélioration fait diminuer les tensions et le spectre d'un possible écroulement du régime franquiste s'estompe peu à peu. Pour rassurer la population, le ministre espagnol de l'Industrie et du Commerce déclare que "la viande et le blé argentins couvrent les besoins pour l'année 1947".

Bien qu'il s'agisse d'un traité économique, il ne faut pas négliger sa portée politique. Pour l'Espagne, la signature du traité intervient pendant les débats aux

¹³ La volonté de l'Argentine d'établir une zone franche en Méditerranée est constante pendant la deuxième moitié des années 40. Des sites comme Cadix, Malte ou Haïfa retiennent une attention particulière. Cependant aucun de ces projets ne se concrétisera.

Nations unies sur la “question espagnole”. Le document est accueilli avec enthousiasme par la presse qui en profite pour mettre en avant la solidarité du monde hispanique face aux “attaques perverses et calomnieuses des ennemis de l’Espagne”¹⁴. Pour l’Argentine, ce traité est le moyen de concrétiser l’aspiration du gouvernement péroniste à une politique étrangère indépendante (la “troisième position”).

1.3. Le Protocole Perón-Franco d’avril 1948

Malgré le traité d’octobre 1946, l’Espagne est rapidement confrontée à de nouvelles difficultés économiques et le crédit de 350 000 000 de *pesos* se révèle insuffisant pour couvrir les dépenses d’ordre alimentaire. Le régime franquiste doit lutter contre l’inflation, le coût de la vie ne cesse d’augmenter et les exportations de marchandises chutent¹⁵. Parallèlement, les récoltes de céréales diminuent et la ration de pain doit être ajustée en conséquence durant l’automne 1947. Et ce n’est pas sur l’aide américaine que Franco peut compter pour améliorer la situation. En effet, au terme de nombreux débats au Congrès des États-Unis, l’Espagne n’est pas admise comme bénéficiaire du Plan Marshall proclamé en juin 1947¹⁶.

Le nouvel ambassadeur espagnol à Buenos Aires, José María de Areilza, prend vite conscience que sa mission principale consiste à « obtenir de l’Argentine des envois massifs et ininterrompus de céréales, de viande et de graisses car le moindre retard signifierait la famine dans une région de l’Espagne »¹⁷. Perón décrit d’ailleurs Areilza comme un « homme qui ne cessait de demander, car la soif des Espagnols était insatiable: ils manquaient de tout et avaient très peu à offrir en retour »¹⁸.

Dès l’automne 1947, des négociations s’ouvrent dans le but de conclure un nouvel accord. Celui-ci est signé le 9 avril 1948 sous le nom de « Protocole additionnel au traité d’octobre 1946 » mais, rapidement, il devient le Protocole Perón-Franco. S’agissant d’un accord additionnel, sa date d’expiration est la même que celle du traité de 1946 : décembre 1951.

Par ce nouveau document, l’Argentine porte à 1 750 000 000 *pesos* le crédit que l’Espagne pourra utiliser pour l’achat de denrées alimentaires, soit 350 000 000 annuels jusqu’en 1951. Pour éviter les problèmes posés par le traité de 1946, les deux parties décident que les sommes payées par l’Espagne seront identiques à celles payées par les autres partenaires commerciaux de l’Argentine.

Le Protocole prévoit également la conversion en *pesetas* de la différence importations/exportations espagnoles à la fin de chaque année. Cette somme pourra alors être utilisée par l’Argentine pour investir en Espagne (industries, mines, établissement d’une zone franche sur le port de Cadix) sur une période de dix ans. Au

¹⁴ “El convenio comercial y de pagos hispanoargentino”, *ABC*, Madrid, 1er novembre 1946, p. 1.

¹⁵ TORRES MARTÍNEZ, M. 1952. *Las relaciones comerciales entre España e Hispanoamérica*. Madrid: Cultural Hispánica. pp. 41-43.

¹⁶ Voir PORTERO, F. 1989. *Franco aislado (1945-1950)*. Madrid: Biblioteca Nueva. pp. 309-312.

¹⁷ AREILZA, J. M. 1976. *Así los he visto*. Barcelone: Planeta. p. 210.

¹⁸ PERÓN, Juan Domingo, *Yo [...], op.cit.*, p. 126.

terme de ces dix années, le reliquat sera à nouveau converti en *pesos* et l'Espagne devra rembourser sa dette, notamment par le biais d'un crédit spécial.

L'importance de ce nouvel accord est parfaitement reflétée par les cérémonies officielles organisées avant et pendant sa ratification. A Madrid, des rassemblements ont lieu sur la place Alonso Martínez, près de l'Ambassade argentine¹⁹. Selon le journal *Arriba*, les écoles, les bureaux et les commerces ferment leurs portes afin de permettre à tous les Madrilènes de participer aux diverses manifestations. Il ne s'agit pas pour le régime franquiste de laisser passer une si belle occasion d'amplifier une propagande déjà très intense.

Dans une *interview* accordée au journal argentin *Clarín*²⁰, Franco souligne l'importance du Protocole tant pour son pays (pour des raisons évidentes) que pour l'Argentine. Selon lui, le pays sud-américain trouvera en Espagne "une plate-forme pour son commerce avec une Europe qui se rétablira tôt ou tard des dommages de la guerre". Franco insiste aussi sur le fait que l'Espagne pourra aider l'Argentine à développer son industrie. Notons que, vu la situation de l'industrie espagnole en 1948, on voit mal comment l'Espagne pourrait contribuer au développement industriel argentin. Franco profite de cette *interview* pour signaler que le Plan Marshall n'est pas un élément de vie ou de mort pour son pays alors que c'est le cas pour les autres pays européens. Soulignons que le Protocole est d'autant plus intéressant pour le régime franquiste qu'une aide des États-Unis ou de la Grande-Bretagne aurait sans doute été assortie d'exigences politiques. De plus, le Protocole offre à Franco la possibilité d'affirmer le dynamisme du concept d'Hispanité.

Ainsi, l'aide économique que l'Argentine apporte à l'Espagne est-elle vitale car l'approvisionnement en denrées alimentaires représente l'ennemi numéro un de la dictature. La phrase de Perón "*salvamos a España*"²¹ ne semble donc pas exagérée. Une réflexion sur la nature de cette aide économique nous montre toutefois qu'il s'agit là d'une solution à court terme. En effet, cette aide permet au régime franquiste de distribuer des rations acceptables de nourriture mais ne garantit ni le développement et la modernisation de l'industrie espagnole ni l'élévation du niveau de vie.

L'aide économique prêtée par l'Argentine à l'Espagne ne doit pas être considérée comme une action humanitaire. En effet, les accords s'inscrivent dans la politique de Perón visant à atteindre l'indépendance économique et à développer l'industrie. De plus, les prix pratiqués par l'Argentine sont très au-dessus des cours et ne cessent d'augmenter. Ainsi, le prix du blé passe de 35 pesos pour cent kilogrammes en 1947 à 70 pesos en 1948. Face à la pénurie de denrées alimentaires et à l'absence d'autres sources d'approvisionnement, l'Espagne ne peut guère négocier les prix. En outre, Perón pense obtenir des relations avec l'Espagne un volume important de produits métallurgiques et un soutien technique en vue du développement de la marine

¹⁹ Voir les éditions du 4, 5, 6 et 10 avril du quotidien *Arriba*.

²⁰ Édition du 8 juillet 1948. *Interview* reproduite dans FRANCO, Francisco, *Textos de doctrina política-Palabras y escritos de 1945 a 1950*, Madrid, Publicaciones españolas, 1951, pp. 256-263.

²¹ PERÓN, Juan Domingo, *Yo [...]*, *op.cit.*, p.127.

marchande (construction de navires dans les chantiers navals espagnols). Enfin, Perón espère que l'envoi massif de céréales en Espagne convaincra les Etats-Unis d'intégrer l'Argentine au Plan Marshall, autrement dit permettre aux pays bénéficiaires d'utiliser les dollars du plan pour acheter des produits argentins. Il fait part de cette théorie à l'ambassadeur Areilza et lui confie que l'Argentine pourrait ainsi obtenir une somme allant de 2 à 3 milliards de dollars²². Cette prévision va cependant s'avérer erronée.

2. Détérioration des relations hispano-argentines

2.1. La suspension des accords économiques

Comme nous l'avons vu, les années 1946-1948 sont très favorables à l'Argentine qui exporte massivement ses produits agricoles vers l'Europe²³. Mais ces conditions exceptionnelles commencent à disparaître dès le début de l'année 1949. En effet, l'agriculture européenne se rétablit peu à peu des dommages de la guerre et, par conséquent, les différents pays peuvent réduire leurs importations de denrées alimentaires. Pire encore pour l'Argentine, les États-Unis décident d'interdire que les *dollars* du Plan Marshall soient utilisés pour l'achat de produits argentins²⁴. Washington explique officiellement l'exclusion de l'Argentine par les prix trop élevés pratiqués par le pays latino-américain. On peut toutefois remettre en cause cette explication si l'on observe l'interdiction d'importation de viande et de céréales en provenance d'Argentine en vigueur aux Etats-Unis pendant plusieurs années afin de protéger la production locale. Quoiqu'il en soit, l'exclusion du Plan Marshall entraîne un déséquilibre de la balance commerciale argentine et contribue à l'épuisement des réserves d'or et de devises étrangères déjà amputées pour financer le projet péroniste d'industrialisation par substitution des exportations²⁵.

Face à ce début de crise, Perón décide de remettre en cause les orientations économiques de son gouvernement. Cette volonté se concrétise par le renvoi du président du Conseil économique, Miguel Miranda, accusé de toute une série de malversations²⁶. Le nouveau président du Conseil, Roberto Antonio Ares, a pour mission d'examiner l'ensemble des accords économiques signés par l'Argentine entre 1946 et 1948. Les accords signés avec l'Espagne doivent manifestement lui paraître néfastes pour son pays puisque, en janvier 1949, il prie Madrid de rembourser la dette, soit en devises soit par l'exportation de marchandises²⁷. En cette période de crise, l'envoi de marchandises et l'octroi de crédit est un luxe que l'Argentine ne peut plus se

²² Voir courrier de l'ambassadeur espagnol au MAE, 4 mai 1948 [AMAE, 1891 / 7].

²³ Entre 1946 et 1948, 75% des exportations argentines sont destinés aux pays européens (Voir MINISTÈRE DES FINANCES, *Memoria Anual*, 1948, pp. 9-10 ; classé à la B.N.A. sous la référence F.A/785896/52).

²⁴ Voir ESCUDÉ, C. avril-juin 1980. «Las restricciones internacionales de la economía argentina». *Desarrollo económico*, n° 77. Buenos Aires.

²⁵ Des données chiffrées précises sont présentées dans les rapports annuels du Ministère des Affaires techniques et commerciales intitulés *Anuarios estadísticos*.

²⁶ Voir AREILZA, J. M. *Memorias [...]*, *op.cit.*, pp.63-64.

²⁷ Voir le courrier d'Areilza au Ministère espagnol des Affaires Etrangères, le 22 janvier 1949 [AMAE, 4240/1].

permettre, d'autant moins que l'Espagne lui expédie peu de marchandises prévues dans les accords. De surcroît, le protocole Perón-Franco, ratifié hâtivement afin de compenser l'effet sur l'opinion publique espagnole de l'exclusion du Plan Marshall, comportait une clause confidentielle à travers laquelle l'Espagne s'engageait à poursuivre les négociations sur les points litigieux comme la garantie de la dette. Mais le gouvernement espagnol montrera peu d'enthousiasme à s'acquitter de cette obligation. Le gouvernement argentin, afin de se prémunir des risques d'une éventuelle dévaluation de la *peseta* ou du *peso*, exige une garantie de la dette basée sur le cours de l'or ou du *dollar*.

Conscient des répercussions que ces exigences pourraient avoir sur l'économie espagnole, Franco ne donne aucune réponse au gouvernement argentin. En février, ce dernier décide de suspendre les envois de céréales vers l'Espagne²⁸. Cette stratégie, qui consiste à faire pression sur le gouvernement espagnol, se révèle efficace et, le 25 mars, les deux pays signent un accord. Par ce document, l'Espagne s'engage à garantir sa dette sur la base du cours de l'or durant 18 mois. Pour sa part, l'Argentine promet d'augmenter ses investissements en Espagne, investissements qui seront déduits du montant global de la dette.

Mais cet accord ne change rien à la situation. La dette espagnole, d'environ 1 500 millions de *pesetas*, ne diminue pas et le régime franquiste ne semble pas préoccupé par son remboursement²⁹. En août 1949, l'Argentine interrompt à nouveau ses exportations de céréales vers la péninsule. Cette décision n'est pas sans conséquence pour l'Espagne, de nouveau touchée par la sécheresse. L'écrivain Gerald Brenan est d'ailleurs frappé par la gravité de la situation lors de sa visite en Espagne en 1949³⁰. Fort opportunément pour le pays ibérique, ses relations avec les États-Unis commencent à s'améliorer et il peut ainsi importer plus de 50 000 tonnes de céréales en provenance de ce pays³¹.

En décembre 1949, afin de redynamiser les relations économiques hispano-argentine, Franco envoie à Buenos Aires une délégation présidée par Emilio Navasqués. Mais l'Argentine demeure inflexible et exige un remboursement de la dette sur une période de 10 ans. Le 27 décembre, quelques jours après le départ de la délégation, Hipólito Paz, Ministre argentin des Affaires étrangères, annonce la « suspension des accords hispano-argentins »³².

²⁸ Voir le courrier d'Areilza au Ministère espagnol des Affaires étrangères, le 18 février 1949 [AFF, 179/64].

²⁹ Voir le rapport en date du 6 juin 1951 du Ministère argentin des Affaires étrangères intitulé « Desarrollo de la negociación para novación de un acuerdo hispano-argentino » [AMREC, 59 / 12].

³⁰ BRENAN, G. 1952. *La faz actual de España* (Traduction de Miguel de Amilibia). Buenos Aires : Losada. p. 186.

³¹ Voir le courrier de Remorino au Ministère argentin des Affaires étrangères, le 6 août 1949 [AMREC, division politique/Espagne, 37/1].

³² Courrier d'Hipólito Paz à Artajo, le 27 décembre 1949 [AMAE, 4240/1].

2.2. Les négociations économiques: un *statu quo*

La suspension du Protocole Perón-Franco ne règle pas le problème de la dette espagnole qui fera l'objet de longues négociations.

Après l'échec de la délégation Navasqués, le gouvernement espagnol attend deux ans avant de soumettre une nouvelle proposition à son homologue argentin. En décembre 1953, il suggère à l'Argentine d'utiliser la moitié du montant de la dette pour investir en Espagne. Cependant, l'Argentine, en pleine crise économique, a plus besoin de devises que d'une perspective d'investissements à l'étranger. La proposition est donc rejetée.

En mai 1954, une délégation argentine présidée par Guillermo Anibal Speroni se rend à Madrid pour essayer de négocier un accord. Mais cette fois encore, l'Espagne campe sur ses positions et la tentative se solde par un échec³³.

Une autre proposition espagnole voit le jour en juillet 1954³⁴ : l'Espagne accepte enfin de convertir sa dette en dollars mais le taux de change *peseta/dollar* proposé ne correspond pas à la valeur réelle de la monnaie espagnole, ce qui motive le refus de l'Argentine.

Ce schéma proposition - refus, résultat de l'inflexibilité de chaque gouvernement, démontre bien que les négociations ont débouché sur une voie sans issue.

Le tableau suivant montre la chute des volumes d'échanges entre l'Espagne et l'Argentine :

**Tableau 2 : le commerce hispano-argentin de 1948 à 1955
(exprimé en millions de pesos)**

Année	Exportations argentines vers l'Espagne	Importations argentines depuis l'Espagne	Balance commerciale
1948	382	47.2	+ 334.8
1949	178.5	35.3	+ 143.1
1950	49.5	79.4	- 29.8
1951	63.9	67.1	- 3.2
1952	64.6	22.8	+ 41.8
1953	49.6	7.9	+ 41.7
1954	14.2	15.4	- 1.2
1955	5.3	3.3	+ 2

Source : PRESIDENCE DE LA NATION, *Anuario estadístico* (1949-1953). 1954. Buenos Aires et *Anuario estadístico* (1954-1957). 1958. Buenos Aires.

³³ Voir l'édition du 8 juillet de *La Prensa* (Buenos Aires). Il s'agit, d'après nos recherches, du seul journal argentin qui fasse allusion à cette tentative de négociation, probablement parce qu'elle n'est pas très flatteuse pour l'Argentine.

³⁴ *Ibid.*

L'absence de résultats des négociations a aussi pour conséquence un sérieux refroidissement des relations politiques entre les deux pays. Ainsi, le siège de l'ambassadeur d'Argentine à Madrid demeure vacant pendant plusieurs mois entre 1953 et 1954. Autre élément significatif souligné par le journal *ABC*, l'Argentine ne figure pas dans la liste des pays qui félicitent Franco à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement nationaliste³⁵.

2.3. Facteurs secondaires de la détérioration des relations hispano-argentine: le conflit Perón / Eglise et le legs Cambó.

Le conflit entre Perón et l'Eglise éclate en 1950, suite à deux projets élaborés par le Président argentin: la légalisation des maisons closes et une loi autorisant le remariage après un divorce³⁶. Face à ces projets, l'Action Catholique multiplie les manifestations pour dénoncer ce qu'elle considère comme une atteinte aux valeurs chrétiennes. Le conflit va crescendo et le 10 novembre 1954, Perón condamne l'attitude de certains dignitaires de l'Eglise argentine et qualifie l'Action Catholique d' "organisme international hostile au péronisme"³⁷. Quelques jours plus tard, le Président argentin décrète la substitution du Département "Enseignement religieux" du Ministère de l'Education par un service qui, en réalité, n'a d'autre fin que la péronisation du système éducatif primaire et secondaire. Au même moment, le Congrès ratifie les deux projets de lois mentionnés ci-dessus³⁸. La hiérarchie ecclésiastique condamne aussitôt les nouvelles mesures dans une lettre pastorale et organise de nombreuses manifestations pour dénoncer l'anticléricalisme péroniste. Ces tensions atteignent leur paroxysme lorsque, le 11 juin 1955, Perón ordonne l'arrestation massive de manifestants et l'expulsion de la capitale de deux évêques. La réponse du Vatican ne se fait pas attendre et tous les membres du gouvernement péroniste sont excommuniés³⁹.

Il est facile d'imaginer que le régime franquiste, pour qui l'Eglise est un véritable pilier, n'apprécie guère la nouvelle dimension anticléricale du péronisme. Bien que nous ne puissions pas établir avec précision quelle est l'importance du conflit Perón / Eglise dans la détérioration des relations hispano-argentine, on peut affirmer que cet élément contribue à éloigner un peu plus les deux pays.

L'affaire du legs Cambó est un autre facteur secondaire pouvant expliquer la détérioration des relations hispano-argentine. Francisco Cambó, d'origine catalane et exilé en Argentine depuis 1939, meurt en 1951. Grand amateur d'art, sa prestigieuse collection de toiles se compose d'oeuvres de Rubens, Tintoretto et Goya. Par son testament, il lègue une partie des oeuvres au musée de sa ville natale, Barcelone. Cependant, en février 1952, le gouvernement argentin décide d'interdire l'envoi des

³⁵ Voir l'édition du 20 juillet 1952 du quotidien *ABC*.

³⁶ Voir MARTÍNEZ, Pedro Santos, *La Nueva Argentina 1946-1955*, Buenos Aires, Astrea la Bastilla, 1975 (Vol. II, chapitre 11).

³⁷ Voir l'édition du 10 novembre 1954 du journal *Crítica* (Madrid).

³⁸ Voir GAMBINI, Hugo, *El Peronismo y la Iglesia*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1971, pp. 78-93.

³⁹ Voir GAMBINI, Hector, *op.cit.*, p. 109-137.

tableaux vers l'Espagne en se basant sur une loi qui interdit l'exportation de toute oeuvre d'art se trouvant sur le territoire national⁴⁰. Au terme de deux ans de pourparlers, l'Argentine consent à expédier les tableaux au musée catalan mais la ville de Barcelone doit payer un montant exorbitant de taxes (4 millions de pesetas)⁴¹.

En réalité, le legs Cambó est un des instruments de pression utilisés par l'Argentine afin d'aboutir dans les négociations économiques.

Conclusion

Les étroites relations (économiques mais aussi politiques et culturelles⁴²) entre l'Argentine et l'Espagne mettent en évidence les similitudes entre les deux régimes : personnalisation du pouvoir, autoritarisme, nationalisme, restrictions des libertés, anticommunisme. L'évolution des relations bilatérales pendant la période 1950-1955 nous montre toutefois les limites de cette comparaison. De ce fait, les relations entre l'Argentine de Perón et l'Espagne de Franco sont davantage le fruit de circonstances internationales particulières que des affinités entre les deux régimes.

Il n'en demeure pas moins que l'aide apportée par l'Argentine permet la survie du régime franquiste jusqu'à l'apparition d'un nouveau contexte mondial : la Guerre Froide. En effet, la dichotomie communisme/démocratie induite par la Guerre Froide est très favorable au régime de Franco, qui reçoit l'aide des États-Unis dès le début des années 1950. En effet, en 1951, à travers l'institution bancaire *Export-Import Bank*, octroient à l'Espagne un crédit de 62,5 millions de *dollars* destinés à l'achat de produits agricoles et de matières premières. En 1953, le rapprochement entre l'Espagne et les États-Unis se confirme avec la signature de pactes d'aide militaire, économique et technique⁴³.

⁴⁰ Voir les éditions du 2 et 6 septembre 1952 du journal *ABC* (Madrid) qui détaillent le problème du legs Cambó.

⁴¹ Voir l'édition du 7 juillet 1954 du journal *ABC* (Madrid).

⁴² Pour plus de détails, voir BONARDI, Laurent. 2005. « Culture et propagande franquiste dans l'Argentine péroniste », *Amnis* (revue en ligne). Université de Brest.

⁴³ Pour plus de détails, voir TAMAMES, Ramón. 1986. *La República y la era de Franco*. Madrid: Alianza editorial. pp. 220-223.